

● (1700)

Or, monsieur le président, notre suggestion est simple: accordons un revenu annuel garanti et l'escompte compensé aux consommateurs, et l'on verra l'économie prospérer plus que dans tout autre pays, même s'il y en a qui se lèveront tantôt et diront: A quelle place que cela a été appliqué le Crédit social? Nulle part! Si cela est si bon, pourquoi n'est-ce pas appliqué? C'est que les gens ne comprennent pas.

Je citerai un exemple, à cet effet. Avant d'être créées, les caisses populaires n'inspiraient aucune confiance à nos gens. J'ai été un des fondateurs de celle de Rouyn. Les gens entraient la tête baissée—ils avaient peur—pour verser leur part social de \$5. On avait même peur de perdre ces \$5. Aujourd'hui, les caisses populaires sont devenues l'atout à peu près le plus important de toute l'économie de la province de Québec. Au fait, elles ont un actif d'au-delà de deux milliards maintenant. Cela a commencé avec quoi? Avec des peureux qui, dans la suite, sont devenus moins peureux. Et même si mes honorables amis de la Chambre sont des peureux, ils devraient en faire l'essai. Cela ne prendrait pas de temps; ils seraient moins peureux, ils sauveraient le Canada avec moi.

M. Harney: Monsieur le président, en parlant de peureux, il faut comprendre qu'on a tous une certaine appréhension en prenant la parole après l'honorable député de Témiscamingue (M. Caouette). Au fait, il est très difficile d'avoir assez de talent pour se mesurer à lui, surtout quand il s'avise de citer des encycliques qui datent de 1931. Quant à moi, je dois avouer que les encycliques de cette époque, je ne les connais pas trop bien, . . .

Une voix: Elles sont plus actuelles que jamais.

M. Harney: Tout ce que je sais de 1931, c'est que ce fut l'année de ma naissance. Mais je me rappelle assez bien d'une encyclique un peu plus récente, celle du pape Jean XXIII. Je ne peux la citer, mais elle disait très franchement et très directement que l'économie était là pour servir l'homme, et que les États modernes devraient prendre conscience du fait que, pour être mieux servis par l'économie, les hommes, surtout les ouvriers, avaient le besoin et le devoir de s'associer dans des syndicats, et qu'on devrait tout faire pour aider l'épanouissement du mouvement syndical. Ainsi, si l'on veut citer des encycliques d'un côté, on peut en sortir d'un autre, peut-être qu'elles vont dans le même sens, mais peut-être que celle à laquelle j'ai fait allusion est de date plus récente.

Évidemment, j'entretiens la Chambre au sujet du projet de loi dont elle est saisie, mais, comme l'honorable député de Témiscamingue a adressé quelques paroles dans notre direction, on me permettra, je l'espère, de lui répondre, peut-être pas directement, mais au moins dans la même veine.

Il a indiqué que si le Nouveau parti démocratique avait son choix, il irait voir les ouvriers dans les usines pour les encourager à revendiquer des salaires plus élevés. Je suis complètement d'accord avec lui. On le fera, et on le fera d'emblée, parce qu'au Canada, il faut reconnaître que la répartition des revenus n'est pas juste. Et comme l'a dit, il n'y a pas trop longtemps, au cours de ce même débat sur le même projet de loi, l'honorable député de Yorkton-Melville (M. Nystrom), seulement 20 p. 100 des Canadiens gagnent 50 p. 100 des salaires, des revenus. Cela signifie qu'au centre de la ville, des gens en arrachent et ont

Loi de l'impôt sur le revenu (N° 2)

certainement besoin d'être encouragés pour faire des demandes de salaires de plus en plus sérieuses.

Cela m'a peut-être un peu étonné d'entendre l'honorable député de Témiscamingue comparer les socialistes que nous sommes aux socialistes de Tchécoslovaquie ou d'URSS. Il existe certaines différences, après tout. Je suis certain, monsieur le président, que si je faisais une comparaison assez facile à établir entre la pensée du député de Témiscamingue et celle de Hjalmar Schacht, un homme qu'il a déjà admiré, cela ne me permettrait pas d'associer sa pensée au régime pour qui agissait et travaillait M. Schacht.

Mais taisons ces choses-là. J'aimerais dire tout simplement à l'honorable député qu'il ne faut pas trop s'en faire au sujet du socialisme. Il y a bien des années, il est vrai qu'on en avait peur. Je m'en souviens très bien. Quand je demeurais dans la province de Québec, je recevais, chaque mois je crois, un bulletin mensuel envoyé par la compagnie Southern Canada Power, qui n'existe plus, qui a été étatisée par la province de Québec. Il y avait toujours dans la vignette un petit bonhomme formé de prises de courant, de bouts de fil, etc. qui s'appelaient en bon canadien-français, Reddy Kilowatt. Reddy Kilowatt avait toujours des petits propos de sagesse à nous communiquer, et je me souviens d'un en particulier, alors qu'on disait: Le socialisme, c'est la cinquième colonne du communisme! Quant à moi, cela me donne un certain plaisir de savoir qu'aujourd'hui la propagande de Reddy Kilowatt n'est pas aussi répandue dans la province de Québec qu'elle l'était auparavant.

J'aimerais aussi indiquer à l'honorable député de Témiscamingue qu'il ne faut pas trop s'en faire, parce qu'aujourd'hui, nous sommes tous plus ou moins socialistes, au moins un peu. Même M. Bennett, qui a été premier ministre de la Colombie-Britannique, a étatisé, en 1961, l'énergie électrique. Il a fait de l'étatisation, il a fait un peu de socialisme. C'est ainsi! Cela ne veut pas dire que je veux accuser l'honorable député et ses collègues d'être socialistes—je les épargne pour le moment de cette accusation—mais, en général, on doit reconnaître qu'on ne peut pas agir dans un Parlement moderne, pour gérer une économie moderne, sans être un peu socialiste.

[Traduction]

Mais il y a des socialistes de divers genres, même si je fais grâce au député de Témiscamingue de cette accusation. Je jette un coup d'œil autour de la Chambre et je vois qu'ils sont tous plus ou moins socialistes. On nous a accusés de socialisme larvé, mais à entendre parler les conservateurs parfois, j'ai vraiment l'impression qu'ils sont également socialistes. Je distingue une différence entre les partis à la Chambre et je crois que les députés ministériels sont un peu plus francs. Dans ce coin-ci, monsieur le président, se trouvent clairement et simplement les socialistes en marche.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Trois hourras pour nos troupes.

M. Harney: Le député de Témiscamingue a dit une chose qui revêt un certain intérêt, semble-t-il; il s'agissait de l'exportation de nos fonds et je reviendrai là-dessus plus tard. Les membres de notre parti qui ont parlé avant moi ont traité presque à fond de ce sujet; ils en ont traité si efficacement qu'il ne me reste plus qu'un ou deux aspects à exposer.

Le député de Yorkton-Melville a démontré les répercussions sociales du bill à l'étude en donnant à la Chambre des renseignements complets et précis, et a cité suffisam-